

# L'après-mobilisation : le Mouvement du 20 Février au Maroc, de la désillusion au redéploiement de l'engagement

Pierre-Luc Beauchesne

Volume 38, Number 3, 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1064730ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1064730ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beauchesne, P.-L. (2019). L'après-mobilisation : le Mouvement du 20 Février au Maroc, de la désillusion au redéploiement de l'engagement. *Politique et Sociétés*, 38(3), 51–77. <https://doi.org/10.7202/1064730ar>

Article abstract

This article analyses the impact of the 20 February Movement that emerged in the wake of the 2011 Arab uprisings by focusing on the trajectories of militants in the aftermath of the mobilization. Around the first anniversary of the February 20 demonstration, the movement's abeyance created a feeling of disillusionment among militants. This feeling not only contributed to demobilization, but also to the redeployment of political struggles toward other scales, temporalities, and social spaces. The events of 2011 undeniably marked a generation of militants who are part of the continuity of the struggles of their elders but who also want to make other voices heard in contentious spaces as in the arenas of institutionalized politics.

# L'après-mobilisation : le Mouvement du 20 Février au Maroc, de la désillusion au redéploiement de l'engagement

Pierre-Luc Beauchesne

*Département de sociologie, Université de Montréal*  
pierre-luc.beauchesne.1@umontreal.ca

**RÉSUMÉ** Cet article analyse l'impact du Mouvement du 20 Février (M2OF) au Maroc qui émerge dans le sillage des soulèvements arabes de 2011 en se focalisant sur le devenir des participants dans l'après-mobilisation. L'essoufflement de la dynamique protestataire et la mise en veille du mouvement ont pu s'accompagner d'un sentiment de désillusion chez les militants. Ce sentiment n'a pas que favorisé la démobilisation, mais aussi le redéploiement de l'engagement à d'autres échelles, suivant d'autres temporalités, vers les « structures de rémanence » (*abeyance structures*) de l'espace protestataire. L'épreuve du M2OF a indéniablement marqué une génération de militants qui s'inscrivent dans la continuité des combats de leurs aînés, mais qui veulent faire entendre une autre voix dans les espaces protestataires comme dans les arènes de la politique instituée.

**MOTS CLÉS** conséquences biographiques de l'engagement, Maroc, mouvements sociaux, politique contestataire, printemps arabe, reconversion militante, socialisation politique.

---

**ABSTRACT** This article analyses the impact of the 20 February Movement that emerged in the wake of the 2011 Arab uprisings by focusing on the trajectories of militants in the aftermath of the mobilization. Around the first anniversary of the February 20 demonstration, the movement's abeyance created a feeling of disillusionment among militants. This feeling not only contributed to demobilization, but also to the redeployment of political struggles toward other scales, temporalities, and social spaces. The events of 2011 undeniably marked a generation of militants who are part of the continuity of the struggles of their elders but who also want to make other voices heard in contentious spaces as in the arenas of institutionalized politics.

**KEYWORDS** biographical consequences of activism, Morocco, social movements, contentious politics, Arab Spring, reconfiguration of activism, political socialization.

---

Le 20 février 2011, dans la foulée des démissions des présidents tunisien et égyptien et de la généralisation des soulèvements populaires dans le monde arabe, approximativement 120 000 personnes sortent dans les rues pour manifester un peu partout au Maroc. Cette première manifestation inaugure une année de mobilisations menées par une nouvelle génération militante engagée dans le Mouvement du 20 Février (M20F). Autour du premier anniversaire du mouvement, la dynamique protestataire a perdu en intensité<sup>1</sup> et la perception que la fluidité et l'exceptionnalité de la situation se sont estompées s'impose chez les participants. Au Maroc, les protestations ne mènent pas à une reconfiguration radicale du régime politique et la monarchie s'adapte face à cette mise à l'épreuve (voir notamment Ferrié et Dupret, 2011; Dalmaso, 2012), mais les événements de 2011 laissent les « jeunes » du M20F avec « la tête changée<sup>2</sup> » et avec la volonté d'inscrire leur engagement dans la durée<sup>3</sup>.

Six ans plus tard, que reste-t-il du M20F et que sont devenus ses participants? C'est à partir de ces questionnements que j'ai entrepris une démarche d'enquête par laquelle je voulais retracer la marque de l'événement d'une part sur l'espace protestataire et d'autre part sur les subjectivités militantes dans l'après-mobilisation. Dans la continuité des travaux sur les incidences biographiques de l'engagement dans la nouvelle gauche américaine des années 1960-1970 (voir par exemple McAdam, 1989) ou sur Mai 68 en France (Pagis, 2014; Fillieule *et al.*, 2018), cet article décrit comment le temps court de l'événement marque le temps biographique (Ihl, 2002), comment l'expérience du M20F contribue à structurer les attitudes et les comportements politiques d'individus qui continuent de faire génération au-delà de l'événement (Mannheim, 1990: 62).

---

1. À titre d'exemple, la coordination locale de Rabat « passe d'un rythme d'une assemblée générale par semaine en 2011 à une assemblée générale tous les deux-trois mois en 2013, de 100-130 personnes présentes lors des AG en 2011 à 5-7 personnes en 2013 » (Hivert, 2013: 2).

2. Entretien avec Nizar, militant de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), Rabat, 19 octobre 2016. À noter que tous les prénoms utilisés sont fictifs pour préserver l'anonymat de mes interlocuteurs.

3. Mes premiers remerciements vont à Frédéric Vairel dont l'influence court tout au long de ces lignes qui prolongent un mémoire écrit sous sa généreuse supervision. Je remercie également Valérie Amiraux, Stephen Brown, Cédric Jourde et les évaluateurs de la revue pour les commentaires qui m'ont permis de pousser plus avant les dimensions analytique et théorique de ce texte. Mes remerciements à Fadma Aït Mouss, Joseph Hivert, Abdellah Rami, Mohamed Tamim et Mohamed Wazif pour les coups de main et les conseils sur le terrain. Finalement, je remercie les jeunes du 20 Février d'avoir pris le temps de me montrer « comment ça marche » et d'avoir répondu avec enthousiasme à mes questions.

La littérature centrée sur la dynamique protestataire du 20 Février montre bien le rôle des mobilisations précédentes, des organisations politiques préexistantes et des militants aguerris dans l'émergence du mouvement. Elle souligne aussi le poids des routines contestataires dans la définition de ses revendications et de ses modes d'action (voir, entre autres : Bennani-Chraïbi et Jeghlaly, 2012 ; Smaoui et Wazif, 2013 ; Vairel, 2014). Une enquête sur l'après-mobilisation et sur le devenir militant lors de cette phase peut contribuer à éclairer la dimension cyclique de l'engagement et du mouvement social et à éviter l'adoption d'une perspective balistique sur les trajectoires militantes<sup>4</sup>.

L'identification des incidences biographiques d'un événement politique appelle un modèle séquentiel qui l'inscrit dans une temporalité plus longue qui permet d'en saisir les effets spécifiques (Fillieule, 2005). Je mobiliserai donc le concept de carrière, « un concept narratif qui permet d'ordonner et de contextualiser les effets des différents mécanismes à l'œuvre dans l'engagement » (Agrikoliansky, 2017 : 173). Il s'agit moins de distinguer les déterminants sociaux de l'engagement que de suivre les différentes étapes de ce processus (Becker, 1973), il s'agit de passer de l'explication causale à l'identification de « typicalités narratives » (Abbott, 2001). Dans cet article, l'identification de « micro-unités de génération<sup>5</sup> » permettra de faire usage des récits de vie afin de spécifier des trajectoires typifiées (Fillieule, 2001 : 203). Le concept de carrière permet de distinguer des « phases communes » aux différentes trajectoires tout en explorant la pluralité des entrées et des expériences dans le mouvement, et la dispersion des militants dans l'après-mobilisation (Hughes, 1958 ; Darmon, 2003 : 87). Il s'agira donc ici de montrer « les façons dont l'engagement génère ou modifie des dispositions à agir, penser, percevoir – et se percevoir – en continuité ou en rupture avec les produits de socialisation antérieurs » (Leclercq et Papis, 2011 : 5).

Je proposerai que le sentiment de désillusion partagé par les participants au moment de l'essoufflement de la dynamique protestataire provoque un redéploiement des engagements militants à d'autres échelles, suivant d'autres temporalités, vers les « structures de rémanence » (*abeyance structures*) de l'espace protestataire (Taylor, 1989). L'expérience de la mobilisation et le

---

4. Les données de cet article proviennent d'une enquête de terrain de dix semaines menée à l'automne 2016 dans trois villes marocaines (Casablanca, Rabat et Tanger). J'ai conduit seize entretiens biographiques approfondis avec des « anciens » du 20 Février afin de reconstruire diachroniquement leur carrière militante. Le recueil des biographies militantes a été couplé d'un travail de revue de la littérature sur le M20F, d'observations *in situ* des pratiques militantes actuelles des acteurs et, plus généralement, de l'immersion dans le monde de mes interlocuteurs.

5. Papis (2014) forge ce concept à partir des notions d'« unités de génération » (Mannheim, 1990) et de « micro-cohortes » (Whittier, 1997). Il permet de complexifier le regard porté sur les générations politiques alors que l'exposition à une même « dynamique déstabilisatrice » produit des effets biographiques différenciés selon les produits de socialisation antérieurs.

constat de ses limites éloignent les jeunes du 20 Février de l'affrontement face à face avec le régime pour les mener à la construction d'un public supporteur des revendications politiques qu'ils portent. Toutefois, les « micro-unités de génération » engagées dans le mouvement qui se distinguent par les moments de la politisation (en amont dans les années 2000 ou lors du M20F) et l'âge (en 2011), les familles politiques et les interactions entre les engagements militants et la vie professionnelle et personnelle portent des marques différenciées des événements qui orienteront les reconversions dans l'après-mobilisation.

### **Le Mouvement du 20 Février : carrefour d'investissements militants pluriels**

Le M20F est une expérience politique qui déstabilise les trajectoires biographiques des participants, favorise des rencontres improbables, accélère des processus d'engagement, confirme des vocations et alimente espoirs et désillusions. En s'inscrivant dans la durée, le mouvement social devient une instance de socialisation secondaire (McAdam, 1989). Une culture de groupe émerge, qui filtre la perception des événements (Eliasoph et Lichterman, 2003; Smaoui et Wazif, 2013: 49). Lors de la mobilisation, des participants pour qui le 20 Février est une première expérience de militantisme et des individus généralement plus âgés qui se sont politisés dans les années 2000 pour lesquels le M20F n'est qu'« une étape de plus dans un parcours militant<sup>6</sup> » se rencontrent. Cette section permettra de distinguer les différentes entrées dans le mouvement qui correspondent aux différentes « micro-unités de génération » qui y sont engagées. Je décrirai d'abord les trajectoires d'individus politisés lors de la mobilisation du M20F qui se rapprochent progressivement du militantisme à la faveur de l'événement. Ensuite, je proposerai de distinguer parmi les militants politisés en amont dans les années 2000 trois « familles politiques », soit les gauches radicale, alternative et réformiste<sup>7</sup>.

#### *Le 20 Février, un moment de bifurcation*

Le matin du 20 février 2011, c'est sous un temps pluvieux qu'Oussama<sup>8</sup> se rend sur la place Bab el-had au centre-ville de Rabat. L'appel à manifester mis

6. Entretien avec Marouane, activiste associatif, Casablanca, 26 octobre 2016.

7. Une enquête sur les conséquences du M20F sur les milieux islamistes reste à faire. Bien que la communauté [*jama'a*] Justice et bienfaisance détermine ses actions parallèlement aux militants de gauche, elle participe aux activités du M20F jusqu'en novembre 2011. La mobilisation suivie de près par le décès du cheikh Abdessalam Yassine en 2012 a pu contribuer à redéfinir les rapports entre son cercle politique et les instances dirigeantes ou à reconfigurer les débats internes sur son projet politique entre État califal et État civil.

8. Entretien avec Oussama, militant du Parti authenticité et modernité (PAM) et activiste associatif, Rabat, 18 octobre 2016.

en ligne quelques jours plus tôt par les précurseurs de la mobilisation l'interpelle car il met en scène des jeunes de son âge. Depuis quelques semaines, face au parlement à Rabat ou sur la place des Nations de Tanger, les *sit-in*<sup>9</sup> de solidarité envers les soulèvements arabes se multiplient. Le 12 février, dans les locaux de l'Association marocaine des droits humains (AMDH)<sup>10</sup>, à la suite de l'un de ces rassemblements, des militants décident de concevoir une plateforme et de lancer un appel pour une manifestation nationale. Autour d'un programme revendicatif antiautoritaire ou « anti-*Makhzen*<sup>11</sup> », pour reprendre une notion incontournable des discours des militants politiques marocains, des acteurs aux positionnements idéologiques et aux attitudes contrastés face à la politique instituée convergent vers le M20F à la faveur de la perception que le contexte régional représente une chance à saisir, qu'une « éclaircie<sup>12</sup> » se profile (Kurzman, 1996).

Oussama se rend seul à la manifestation du 20 février pour « voir ». Le monde militant ne lui est pas du tout familier et, pour ne pas inquiéter ses parents, il prétend aller assister à un match de football quand il quitte le foyer familial ce dimanche-là. Lorsqu'il arrive sur la place, le spectacle lui semble confus et les slogans, un « panaché » difficile à comprendre. Il quitte assez rapidement les lieux lors de cette première participation, trempé par la pluie, mais suffisamment piqué de curiosité pour suivre de près l'évolution des choses.

Début mars, Oussama se rend aux assemblées générales, dont il apprend l'existence en ligne, qui préparent la seconde manifestation nationale prévue pour le 20 mars. Il rencontre de nombreuses difficultés à suivre les délibérations puisqu'il ignore la signification de plusieurs des notions évoquées (notamment celle de « monarchie constitutionnelle » qui est au centre de plusieurs débats) et qu'il ne peut identifier les positionnements idéologiques des uns et des autres. Suivant les conseils d'un camarade, il emporte avec lui un cahier dans lequel il note tous les mots dont il ignore la signification afin de faire des recherches sur Internet une fois de retour chez lui. Âgé de 17 ans, étudiant au Lycée des Orangers du centre-ville, Oussama en est à

9. Les militants utilisent indifféremment les termes *sit-in* [manifestation assise] et *al-waqfa* [rassemblement debout] pour désigner ces manifestations fixes qui ne sont pas des marches [*masira*] lors desquelles les participants se tiennent généralement debout en cercle ou tournés vers une institution (en particulier le Parlement dans le cas de Rabat) (Vairel, 2014: 199).

10. Association de défense des droits humains créée en 1979 par des militants de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) pour défendre leurs camarades emprisonnés. Depuis le milieu des années 1990, l'association est codirigée par des militants du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et de La Voie démocratique.

11. Littéralement, la notion signifie « magasin » où l'on stocke des marchandises. Dans le discours des militants, elle correspond aux éléments matériels et idéels qui composent l'appareil de domination marocain et les élites cooptées qui en bénéficient (Catusse et Vairel, 2010: 7; pour des définitions militantes, voir également Hoffman et König, 2013).

12. Entretien avec un activiste associatif, Tanger, 10 novembre 2016.

ses premières expériences militantes lors du 20 Février. Il s'inscrit dans la micro-unité de génération de participants qui arrivent au militantisme à la faveur de cet événement, au début de leur parcours universitaire et sont donc généralement moins âgés que les précurseurs de la mobilisation politisés dans les années 2000.

Pour Oussama, la répression de la manifestation du 15 mai sur le site présumé du centre de détention secret de la Direction de la surveillance du territoire (DST) de Témara représente un moment de bifurcation (Bessin *et al.*, 2009 ; voir aussi, sur le concept de *turning point*, Hughes, 1958 ; Abbott, 2001) à la suite duquel sa participation s'intensifie. Ce jour-là, les militants sont accueillis par un important contingent policier comprenant même les forces antiterroristes et la manifestation est empêchée. Oussama n'est pas présent à Témara, mais les images de la répression provoquent un « choc moral » (Jasper, 1997) chez lui et il participe à toutes les activités du mouvement par la suite.

À partir de ce moment, sa familiarisation et son identification avec le rôle de militant s'accompagnent d'une rupture avec le soi d'avant (Strauss, 1959 : 120). Il s'inscrit dans de nouveaux réseaux, acquiert de nouvelles compétences et l'engagement militant est inclus à ses (re-)présentations de soi. Il s'éloigne de ses amis du quartier et de ses cousins qui lui posent d'abord quelques questions sur le mouvement, mais ne partagent pas son engouement. Depuis le 20 Février, la plupart des gens qu'il fréquente au quotidien sont des personnes qu'il a rencontrées en 2011. Dans l'après-mobilisation, il affirme : « je ne suis pas le genre de personne qui ne sera pas membre d'un parti politique ». Il rejoint en 2012 le Parti du socialisme unifié (PSU) pour son appui au mouvement et s'y investit énormément. « C'est tout ce je faisais », ajoute-t-il.

Certains militants qui participent pour la première fois à un mouvement social lors du M20F viennent d'un milieu politisé et trouvent dans cet événement la possibilité de construire un rapport personnel au politique indépendant de l'héritage familial. Nizar<sup>13</sup> est issu d'une famille marquée par le militantisme de son père, que l'engagement syndical a conduit à un passage en prison, et de celui de sa mère dans le mouvement des femmes. Au moment de la manifestation du 20 février, âgé de 19 ans, Nizar revient tout juste d'un séjour à Montréal où il a poursuivi des études collégiales. Il cherche à convaincre quelques amis de venir avec lui à Bab el-Had, mais il ne parvient qu'à persuader son père et une amie.

N'ayant pas participé à des activités militantes jusqu'alors et n'étant pas inséré dans les réseaux militants, par la suite, il se rend souvent seul aux manifestations et reste dans la « nébuleuse » (Favre, 1990) qui accompagne le cortège manifestant pour prendre des photographies. Cette position péri-

---

13. Entretien avec Nizar (voir note 2 ci-dessus).

phérique, à la fois de spectateur et de participant, permet à des individus qui ne maîtrisent pas tout à fait le script et les codes de se familiariser progressivement avec le mode d'action.

Comme pour Oussama et d'autres militants peu expérimentés, l'intensité de sa participation s'accroît lors de la phase de déclin du mouvement qui coïncide avec la sortie des précurseurs de la mobilisation. Lorsqu'il rencontre un militant du M20F près du « noyau dur » de la coordination de Rabat dans le cadre de la campagne SlutWalk qui devient Woman Choufouch au Maroc<sup>14</sup>, il se rapproche de militants actifs dans les comités artistiques du M20F qui mettent sur pied des initiatives culturelles dans l'après-mobilisation. Avant cette rencontre, sa disponibilité est limitée puisqu'il doit préparer l'examen du baccalauréat qui a lieu lors de la campagne référendaire sur le nouveau texte constitutionnel en juin. Bien qu'il soit issu d'un milieu familial marqué par le militantisme, Nizar a le sentiment qu'il était « politisé sans vraiment l'être » avant le M20F et que c'est au sein du mouvement qu'il « forme collectivement avec ses camarades sa propre conscience politique ». L'événement provoque pour lui un passage de l'insu au su (Ethuin, 2003 : 151), de l'hérité à la prise de conscience (Deeb, 2007 : 116-117).

*Le 20 Février, « une étape de plus dans un parcours militant »*

Durant la mobilisation, afin de limiter les conflits entre courants politiques, les militants insistent sur la mise en veille des appartenances organisationnelles préexistantes et sur la souveraineté de l'assemblée générale où tout le monde peut prendre la parole. La mise de l'avant de l'absence de structure hiérarchique formelle favorise toutefois l'émergence de structures informelles de décision (Freeman, 1972 ; Diani, 2003). Marouane<sup>15</sup>, un militant de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC) Maroc<sup>16</sup> de Casablanca, décrit les assemblées générales comme des « pièces de théâtre » mises en scène par des militants politisés dans les années 2000, engagés dans les organisations politiques de gauche qui se connaissent en amont du 20 Février, et des militants très actifs dans la mobilisation qui se rencontrent en « coulisse » des moments de délibération. Afin de protéger le mouvement des infiltrations, à ce moment-là, la

---

14. La campagne SlutWalk naît à Toronto au Canada dans la foulée de déclarations alimentant la culture du viol de policiers torontois lors d'une rencontre à l'Université de York. Des mouvements de solidarité se développent un peu partout dans le monde en avril 2011. Au Maroc, la campagne donne naissance, en août 2011, au groupe Woman Choufouch qui dénonce le harcèlement sexuel dans les rues marocaines.

15. Entretien avec Marouane (voir note 6 ci-dessus).

16. L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne est créée en France en 1998. La branche marocaine de cette association altermondialiste qui s'inscrit aussi dans le réseau du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM) tient son assemblée fondatrice en 2000.



décision est prise de n'inclure que des « gens qu'on connaît » et qui sont associés à des organisations<sup>17</sup> (voir aussi Bennani-Chraïbi et Jeggllaly, 2012).

L'institution de ce leadership informel et les difficultés pour les primo-engagés à maîtriser les « savoirs pratiques » associés à l'action collective peuvent concourir à l'exclusion de ces derniers (Mathieu, 2002 : 93). De plus, le caractère chronophage des délibérations et l'importance de la virtuosité oratoire ne favorisent pas la participation d'acteurs que la carrière professionnelle ou la vie familiale ne rendent pas particulièrement disponibles. Des personnes peu disposées à la prise de parole en assemblée risquent de ne pas « prendre goût » (Becker, 1973 ; Bargel, 2009) à cette activité et de se sentir marginalisées, en situation de « sous-engagement forcé » (*forced under-involvement*) (Hirschman, 1982 : 103 ; Hivert, 2013).

En outre, bien que des mesures concrètes, mais limitées, pour favoriser la participation des femmes soient prises (quotas dans les comités ou à l'animation des assemblées), le fait de militer au féminin comporte des difficultés spécifiques<sup>18</sup>. Zineb<sup>19</sup>, une militante de La Voie démocratique et de l'AMDH, insiste sur la « voix » pour expliquer les expériences différenciées des hommes et des femmes dans le mouvement. Le fait que les voix masculines « porteraient davantage » permet aux militants de s'imposer quand les discussions deviennent animées en assemblée générale et de monopoliser les porte-voix dans les manifestations. Les pratiques et les modèles militants « normaux » contribuent à la reproduction de la division sexuelle du travail militant (Guillaume, 2007). Par exemple, l'insécurité qui accompagne la tombée de la nuit dans les villes marocaines complique la participation des militantes aux assemblées générales qui s'étirent jusqu'aux petites heures du matin ou aux manifestations nocturnes auxquelles les militants tangerois de La Voie démocratique préfèrent que leur épouse ne participe pas.

Réunis au sein des réseaux informels de décision, les militants politisés dans les années 2000 dans des organisations de gauche et généralement plus âgés que les primo-engagés peuvent être classés en trois courants politiques : les gauches radicale, alternative et réformiste. Ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives, compte tenu du multipositionnement des acteurs et de la densité des liens à l'intérieur du milieu militant, ou homogènes, considérant les conflits qui les traversent, mais elles décrivent des faisceaux de trajectoires vers le M20F.

---

17. Entretien avec Khadija, militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prométhée de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

18. Au-delà de ces difficultés liées à la prise de position dans le mouvement, ce travail ne permet pas d'identifier des « conséquences genrées » (*gendered outcomes*) de la participation que certaines enquêtes statistiques sur d'autres cas ont pu décrire (par exemple Van Dyke *et al.*, 2000 ; Pagis, 2014).

19. Entretien avec Zineb, étudiante universitaire, Tanger, 9 novembre 2016.

La première famille politique présentée ici est celle de la gauche radicale dont les représentants proviennent principalement du parti de La Voie démocratique issu de la légalisation de l'organisation marxiste-léniniste clandestine En Avant! et de l'association ATTAC-Maroc. Les membres de ces organisations seront les plus ouverts à la collaboration avec les islamistes, militeront pour l'organisation de manifestations à partir des quartiers populaires et revendiqueront la tenue d'une assemblée constituante qui pourrait mener à une redéfinition radicale du rôle de la monarchie.

Rachid<sup>20</sup>, membre de La Voie démocratique, âgé de 27 ans en 2011, occupe un poste de direction depuis quelques années au sein du bureau de Rabat de l'AMDH quand les premiers *sit-in* de solidarité aux soulèvements tunisien et égyptien sont organisés au mois de janvier. Originaire de la petite ville de Ksar el-Kébir au nord du Maroc, sa famille est assez conservatrice et n'est pas impliquée en politique. Il observe bien quelques manifestations syndicales et de diplômés chômeurs dans son enfance, mais sa politisation véritable vient de sa rencontre avec un enseignant au lycée qui lui transmet sa passion pour l'histoire des révolutions et du mouvement ouvrier. Dès sa majorité, il s'encarte dans La Voie démocratique et l'AMDH. Pour ses études universitaires, il déménage à Rabat où son engagement politique s'intensifie.

Au sein de l'AMDH, il sera l'une des chevilles ouvrières du virage jeunesse pris par l'association dont les instances s'inquiètent du vieillissement des effectifs au milieu des années 2000. Le groupe de jeunes qui se constitue autour des initiatives de l'association (clubs des droits humains dans les lycées où des militants sont enseignants, colonies de vacances, universités d'été, quotas pour assurer la participation des jeunes) est au cœur du M20F. Lors de la mobilisation, Rachid joue un rôle d'intermédiaire entre, d'une part, le Comité national d'appui au Mouvement du 20 Février (CNAM20F) vers lequel convergent partis politiques de la gauche non gouvernementale, syndicats et associations qui mettent leurs ressources à la disposition du mouvement (locaux, porte-voix, imprimantes, etc.) et, d'autre part, le mouvement des « jeunes » qui assurent le leadership durant la mobilisation (sur les rapports intergénérationnels dans le M20F, voir Desrues, 2012 ; Hivert 2015).

Dans l'après-mobilisation, comme d'autres militants de la gauche radicale, Rachid insiste sur le fait que le 20 Février n'a pas tellement changé sa façon de militer puisqu'il avait déjà de l'expérience en la matière. Cela a toutefois renforcé ses convictions sur la nécessité de collaborer avec les islamistes de l'association Justice et bienfaisance et de refuser toute participation avec le pouvoir. L'idée d'une constance face aux événements est connotée positivement dans les discours de nombreux militants de la gauche radicale. L'expérience de la mobilisation du 20 Février a pu confirmer la

---

20. Entretien avec Rachid, militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et de La Voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

perception de la nécessité de mener le combat de l'extérieur du système : « il faut rejeter toute participation politique avec l'État » ou « c'est débile de penser que le vote va changer le système<sup>21</sup> », disent les militants.

La deuxième famille politique distinguée ici est celle d'une gauche alternative<sup>22</sup> qui regroupe des militants qui ont fait leurs premières armes lors des campagnes du Mouvement alternatif des libertés individuelles (MALI)<sup>23</sup> ou dans l'organisation altermondialiste ATTAC-Maroc qui défendra des positions stratégiques semblables à celles de La Voie démocratique, mais qui souhaite aussi porter un renouvellement de la gauche des organisations politiques traditionnelles (Cheynis, 2005). Lors de la mobilisation, ces militants investiront notamment les comités artistiques des coordinations locales et seront critiques des stratégies d'autolimitation qui favoriseraient selon eux la banalisation de la protestation (notamment l'évitement des quartiers populaires).

Pour Marouane, militant d'ATTAC-Maroc à Casablanca, tout commence avec le Club conscience estudiantine fondé sur le campus d'Aïn Chok de l'Université Hassan II. Afin d'offrir une alternative aux discours des islamistes de Justice et bienfaisance qui contrôle la section locale du syndicat étudiant de l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM), des militants de gauche créent ce club qui fonctionne comme une agora et qui organise des activités culturelles. Amateur de musique rock alternatif, Marouane participe aux projections cinématographiques et aux séances d'improvisation musicale ; il rejoint au même moment ATTAC-Maroc dont les militants ont largement contribué à la création du club. Avec les militants d'ATTAC, il se joint aux mobilisations des coordinations locales de lutte contre la hausse des prix et la dégradation des services publics<sup>24</sup> qui inspirent la structure organisationnelle décentralisée du M20F (Bennafla et Seniguer, 2011).

Durant la mobilisation, il est âgé de 25 ans et il est actif dans le comité culturel de la coordination de Casablanca. Il cesse de participer au mouvement autour du premier anniversaire de ce dernier et quitte ATTAC au même moment, à la suite des conflits autour de la représentation de l'association dans le « noyau dur » de la coordination de Casablanca qui organise

21. Entretien avec un activiste associatif, Tanger, 10 novembre 2016.

22. Cette catégorie désigne un « ensemble de sensibilités politiques » en rupture avec l'ordre capitaliste et autoritaire, mais aussi avec les organisations politiques « qui dominent l'espace politique de [cette] rupture » (Sommier, 2018 : 323).

23. L'association se fait connaître lors de sa première activité publique en 2009 : un piquet dans la forêt de Mohammedia durant le ramadan pour dénoncer l'article 222 du Code pénal qui proscriit la rupture publique du jeûne pour un citoyen musulman.

24. Dès 2005, dans la ville de Oued Zem, des associations, des partis politiques et des syndicats s'unissent autour du slogan « Touche pas à mon pain ! », jetant les bases de ce qu'on appellera les coordinations [*tansikiyats*] locales de lutte contre la hausse des prix et la dégradation des services publics (Naïmi, 2015).

en coulisse les activités protestataires. Il considère que les militants du « noyau dur » prennent des décisions sans consulter les camarades alors qu'ils n'ont pas la légitimité pour décider : « les choses partaient trop vite, des gens faisaient n'importe quoi...<sup>25</sup> ».

Finalement, les militants du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS), du Parti du socialisme unifié (PSU) et les jeunes de l'Union socialiste des forces populaires (USFP)<sup>26</sup> peuvent être réunis sous l'étiquette de la gauche réformatrice. Au sujet des principaux débats sur des enjeux stratégiques qui clivent les coordinations locales du M20F, les positions de la gauche radicale et des islamistes de Justice et bienfaisance convergent et s'opposent à celles de la gauche réformatrice. Craignant la récupération islamiste du mouvement et de ses fruits, les acteurs de la gauche réformatrice se méfient de la « montée aux extrêmes ». Ils cherchent à limiter les manifestations dans les quartiers populaires qui risqueraient d'augmenter le poids de Justice et bienfaisance dans la dynamique protestataire, alors que la gauche radicale y voit une manière d'éviter la banalisation de l'occupation de l'espace public. De plus, plusieurs sont critiques de l'idée d'assemblée constituante et veulent imposer la monarchie constitutionnelle comme plafond revendicatif, doutant du poids politique que la gauche pourrait espérer avoir dans le processus de réforme. L'ancrage populaire de la gauche marocaine et plus généralement des gauches arabes a souffert des années de répression et de la montée des mouvements islamistes usant d'un référentiel endogène pour parler de politique (Burgat, 1988 ; Bardawil, 2010).

Khadija<sup>27</sup> est née dans la petite ville d'Oujda, tout à l'est du Maroc, près de la frontière algérienne. Son milieu familial n'est pas militant, mais plutôt « conservateur, marocain normal, enfin [rires]... » Ses aptitudes scolaires poussent son père à l'envoyer faire des études universitaires à Rabat, à l'Institut supérieur de l'information et de la communication<sup>28</sup>. Dans cette école de journalisme située dans la cité universitaire du quartier Souissi, elle rencontre d'autres jeunes au sein du syndicat qui seront au centre de la coordination de Rabat du M20F. Durant ses études, elle s'engage dans le PADS et l'AMDH. Lors du M20F dont elle est une des figures médiatiques, elle est âgée de 21 ans et est active dans le noyau dur de la coordination de Rabat. Si

---

25. Entretien avec Marouane (voir note 6 ci-dessus).

26. Contrairement à la gauche non gouvernementale (La Voie démocratique, le PSU et le PADS), les instances dirigeantes de l'USFP restent en retrait de la dynamique protestataire. Un groupe de jeunes participera tout de même au mouvement (voir notamment Smaoui et Wazif, 2013). L'USFP est traversée par des tensions depuis son passage au gouvernement à la faveur de l'« alternance » de 1998, qui s'est révélé coûteux face à sa base militante et a contribué à la « notabilisation » du parti (Bennani-Chraïbi, 2008).

27. Entretien avec Khadija (voir note 17 ci-dessus).

28. Les années universitaires sont une période de transition lors desquelles un changement de rapport au politique peut s'opérer : autonomisation vis-à-vis du milieu d'origine et changement de statut social grâce à l'accès à l'éducation supérieure (Desrués et Kirhlani, 2013).

les organisations féministes restent à distance du M20F notamment en raison de la présence des islamistes de Justice et bienfaisance<sup>29</sup>, Khadija représente une nouvelle génération de militantes qui l'investissent afin d'y faire entendre les revendications féministes (Salime, 2012; Alami M'Chichi, 2014).

Les jours qui précèdent le 20 Février, Khadija participe à un congrès de la jeunesse du PADS à Casablanca prévu de longue date, au cours duquel toutes les conversations concernent la manifestation à venir. Avec d'autres camarades du PADS, elle se rend sur la place Mohammed V (surnommée la place des Pigeons) le matin du 20 Février et rentre à Rabat le soir même pour participer à une séance de débriefing avec d'autres militants de l'AMDH. Elle sera au cœur des réseaux informels de décision durant la première année de la mobilisation. Critique de la collaboration avec les islamistes, pour elle, la manifestation du 24 avril 2011, qui commence dans le quartier populaire de Yacoub El Mansour à Rabat, marque les débuts d'une récupération par Justice et bienfaisance et une rupture avec « l'esprit jeune » et moderniste de la mobilisation. Cette collaboration contribue aussi, selon Khadija, à reléguer au second rang les revendications féministes afin de faire tenir la coalition (Roux *et al.*, 2005).

Dans la période post-printemps arabe caractérisée par un retour en force de l'idéologie et le retour aux loyautés militantes antérieures, plusieurs militants de la gauche réformatrice reviennent de manière critique sur la coordination avec les islamistes et sont dubitatifs quant à de nouvelles collaborations<sup>30</sup>.

## De la désillusion au redéploiement de l'engagement

Les travaux sur les mouvements sociaux au Maroc ont montré que la dynamique réformatrice lancée au début des années 1990 et accélérée par l'accession au trône de Mohammed VI avait favorisé un ajustement entre les pratiques sécuritaires qui abandonnent les formes les plus directes et violentes de la répression et les pratiques protestataires qui se caractérisent dès

29. La révision du Code du statut personnel [*Moudawana*] de 2004 avait mené à des manifestations concurrentes des organisations féministes et des mouvements islamistes respectivement à Rabat et à Casablanca. Malgré la forte mobilisation contre la réforme, le pouvoir monarchique avait pris position en sa faveur, menant à l'adoption d'un nouveau texte présentant plusieurs avancées pour les droits des femmes.

30. Dobry (2012) écrit que les crises politiques multisectorielles ouvrent des « conjonctures fluides » qui brouillent les repères des acteurs et favorisent une « interdépendance stratégique élargie » caractérisée par le décloisonnement et la « déspecification » des enjeux de lutte. Malgré le caractère limité de la déssectorisation lors du M20F (les partis politiques – à l'exception de la gauche non-gouvernementale –, les associations de diplômés-chômeurs et une partie de la sphère associative n'y participent pas), la perception d'une « conjoncture fluide » ou d'une occasion à saisir favorise la collaboration entre mouvements qui sont normalement en compétition (Bennani-Chraïbi et Jeghlal, 2012). En retour, la perception que la fluidité de la conjoncture s'est résorbée favorise la désagrégation du M20F.

lors par l'autolimitation (Vairel, 2014). Cette adaptation permet l'émergence d'un espace protestataire dynamique «relativement autonome» de la politique instituée (Mathieu, 2007 ; Vairel, 2014).

Les effets à long terme de la répression et le tarissement des espoirs révolutionnaires poussent les militants gauchistes et islamistes vers la recherche d'avenues de participation qui sortent du face-à-face avec le régime. Les reconversions dans la politique instituée ou le monde associatif correspondront à l'autolimitation des pratiques protestataires et au « désamorçage » du champ politique (Tozy, 1999), mais aussi à l'ambition de construire un public qui appuiera les réformes (Cheynis, 2013 ; Vairel, 2014). Les « structures de rémanence » de l'espace protestataire qui intègrent les acteurs dissidents et assurent la continuité entre des épisodes de contestation ont donc une nature ambivalente. Elles sont à la fois des outils de contrôle social (Mizruchi, 1983) et des ressources pour les mobilisations à venir (Taylor, 1989 ; Hmed, 2012).

Une année après la première manifestation du 20 février, la perception que le « mouvement ne peut pas aller plus loin<sup>31</sup> » et qu'il n'est « plus faisable de continuer à mobiliser dans la rue<sup>32</sup> » s'impose chez les militants et les poussent vers la recherche de nouvelles avenues pour poursuivre le combat du 20 Février. Les militants qui ont vu dans la conjoncture particulière de 2011 une occasion de peser sur le régime traverseront la même expérience de désillusion (Belghazi et Moudden, 2016) que leurs aînés et s'orienteront aussi vers un travail d'enracinement de leurs idéaux politiques. Cette section permettra d'explorer une phase commune de la carrière militante des « jeunes du 20 Février » qui pourrait être généralisée à bien d'autres mouvements sociaux, celle de la désillusion face à l'essoufflement d'une dynamique protestataire.

#### *Le 20 Février et les structures de rémanence de l'espace protestataire*

Ni une « immaculée contestation » (Taylor, 1989 : 761) ni un pur produit de la dynamique régionale, le M20F s'inscrit dans une temporalité plus longue. À travers des mobilisations et des collectifs, les militants politisés dans les années 2000 ont appris « les ficelles du métier » et participé à définir le terrain d'un affrontement avec le régime. La dynamique protestataire du 20 Février n'a pas mené à une reconfiguration radicale du régime et s'essoufflera devant la diminution de son espace politique, mais elle a produit des effets qui représenteront des ressources pour des mobilisations à venir.

Le M20F constitue un lieu de rencontres entre milieux militants et favorise la densification des réseaux protestataires. Malgré la mise en veille

---

31. Entretien avec un élu local de la Fédération de la gauche démocratique (FGD) et militant du Mouvement Clarté Ambition Courage, Rabat, 17 octobre 2016.

32. Entretien avec Khadija (voir note 17 ci-dessus).

du mouvement, les militants du 20 Février continuent de faire groupe jusqu'à aujourd'hui. En aval de la mobilisation, les liens sociaux créés ou renforcés lors du M20F s'entretiennent grâce à des rencontres dans des manifestations ou dans les activités du tissu associatif (conférences, formations, groupes de travail, etc.) ou des organisations ayant participé au 20 Février (notamment l'AMDH et les partis de la gauche non gouvernementale), qui sont aussi des moments où ils prennent des nouvelles des uns et des autres, et où ils se rendent visibles des autres (Vairel, 2014 : 211-212).

Au-delà de la participation commune à des activités protestataires ou associatives, les anciens du 20 Février constituent des « bandes » (Yon, 2005 ; Bargel, 2009) liées par l'amitié au-delà des clivages partisans. Les histoires d'amour et d'amitié s'entremêlent aux expériences militantes : couples, colocations, participation commune à des activités sportives ou culturelles, ou fréquentations de cafés, bars ou parcs « militants ». Avec humour, Muncef, un militant, décrit plusieurs activités quotidiennes et de loisir avec le langage du militantisme, donnant corps à cette idée d'entremêlement du quotidien, de l'intime et du politique. Une soirée entre amis devient un « *sit-in* au Yucatan Bar », et une partie de football un « match entre militants démocratiques »<sup>33</sup>.

La collaboration entre les milieux gauchistes et islamistes dans la conjoncture particulière de 2011 a pu renforcer les liens entre ces courants. Sans résoudre le clivage idéologique qui sépare les deux tendances politiques<sup>34</sup>, la participation commune à un mouvement qui s'inscrit dans la durée a permis aux militants d'apprendre à mieux se connaître, ce qui pourrait favoriser de futures collaborations. Muncef croit que les militants de Justice et bienfaisance « ont gagné du respect et ont appris à connaître les courants de gauche ; avant ils ne connaissaient pas les différences entre les basistes, les maoïstes, les marxistes [rires]. Moi-même j'y suis depuis longtemps et je ne comprends pas tout... »

En plus de cette densification des réseaux militants, l'expérience d'une « conjoncture de défatalisation » (Gobille, 2005 : 31) peut produire un sentiment durable de subjectivation chez les individus<sup>35</sup>. Une expression revient souvent dans le discours des militants, la mobilisation aurait réussi à « faire

33. Entretien avec Muncef, militant de La Voie démocratique et de l'AMDH, Rabat, 30 octobre 2016.

34. Le principal point d'achoppement est le refus des militants de gauche de « marocaniser » leur référentiel, c'est-à-dire d'inclure des référents de la culture islamique. Ce refus a pu participer à la décision de Justice et bienfaisance de sortir du M20F (voir l'entretien avec le cadre tangérois Khalid Laasri, dans Benchemsi, 2014) et s'ancre dans la posture du cheikh Abdessalam Yassine face aux mouvements de gauche (Burgat, 1988 ; Tozy, 1999).

35. La notion de subjectivation, dans la sociologie des mouvements sociaux d'inspiration tourainienne (voir par exemple Pleyers et Capitaine, 2016) ou dans les travaux de Gamson (1991), ne renvoie pas simplement à un processus d'individuation, mais à la construction d'une *agency* [puissance d'agir] ; d'une représentation de soi comme acteur capable d'agir sur le politique.

tomber le mur de la peur » qui freinait jusqu'alors la contestation. L'expérience du 20 Février a pu favoriser le sens de l'initiative qui a mené à la création de nouveaux mouvements et donner le courage à des citoyens qui vivent des injustices de se mobiliser. Ce sentiment de subjectivation naît de la perception que la mobilisation a « mis de la pression sur le *Makhzen*, a eu un poids sur lui ; le *Makhzen* était terrifié par le 20 Février », affirme un ancien militant de l'AMDH<sup>36</sup>. Zineb, cette militante présentée plus avant, exprime un même sentiment lorsqu'elle raconte que

sans les expériences qu'[elle a] vécues dans les *sit-in* et les manifs du 20 Février, [elle] ne serai[t] pas la personne [qu'elle est] aujourd'hui. [Elle a] acquis plusieurs choses, plusieurs sentiments. [Elle a] entendu [sa] voix. [Elle se] rappelle, [elle] ne [va] jamais oublier. À Béni Makada, les policiers étaient toujours postés autour de la place. Une fois, ils ont tellement eu peur qu'ils ont fui devant les jeunes. [Elle] ne [va] jamais oublier ça.

Les mobilisations collectives déclenchées par des mouvements d'indignation face à des scandales qui incarnent l'humiliation (*hogra*) des citoyens se multiplient depuis le 20 Février et s'enracinent dans une culture protestataire sur l'ensemble du territoire (voir aussi Naïmi, 2018). Un premier moment de cette contestation post-20 Février a eu lieu en 2013 en réaction à la décision du roi d'accorder sa grâce royale à un ressortissant espagnol condamné pour des actes de pédophilie à Kénitra. Le succès de la campagne lancée par des anciens du 20 Février marque les esprits des militants puisqu'elle vise une décision royale associée à ses prérogatives constitutionnelles. Un ancien militant de l'AMDH évoque qu'il aurait été impensable avant le M20F d'entendre « dans les cafés, les taxis, les bus, des gens dire : “le roi aurait dû faire ça ou ça”<sup>37</sup> ». Depuis lors, autour des problèmes des services publics (révolte des bougies tangéroise et mobilisations contre la compagnie Amendis, responsable de l'abduction en eau et du raccordement en électricité du nord du pays) ou de tragédies jugées révélatrices de l'humiliation des citoyens (les mouvements [*hirak*] d'Al Hoceïma et Jerada qui dénoncent la marginalisation économique et politique du Maroc périphérique) se prolonge la « révolte pour la dignité » qu'incarnaient les soulèvements arabes de 2011.

#### « Le *Makhzen* est dans la tête des gens »

Dans un café du centre-ville de Rabat, après sa journée de travail au ministère de la Justice et des Libertés, Hamid<sup>38</sup> retire sa cravate en blaguant sur le « *look* très institutionnel » qu'elle lui donne. Originaire de Marrakech, il s'est

36. Entretien avec un activiste associatif, Tanger, 10 novembre 2016.

37. *Idem*.

38. Entretien avec Hamid, militant de l'AMDH et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.



d'abord engagé au sein de l'AMDH et du PADS. Issu d'une famille marquée par l'engagement militant de son père qui participe à la tentative de révolution armée de 1973<sup>39</sup> et vit l'emprisonnement, il est très tôt mis en contact avec le monde militant. Dans le salon familial où les réunions de la section locale du PADS ont lieu se trouve une bibliothèque remplie de livres politiques formateurs. Dans les matinales de l'Association marocaine pour l'éducation de la jeunesse (AMEJ) à Marrakech gérées par des militants du PADS et lors des « camps d'été » de l'AMDH, Hamid s'attache au militantisme. Lors de ses premières expériences à l'AMDH, il a l'impression « d'enfin trouver sa place ». Le mode de vie alternatif de ses parents faisait de lui « toujours l'exception » auprès des copains du quartier et la rencontre avec d'autres enfants de militants qui ont vécu des expériences similaires à la sienne est un moment important pour lui.

Lors du M20F, il est âgé de 24 ans et en est à la dernière année de son master en droit, consacrée à la rédaction d'un mémoire. Comme il n'a pas besoin d'être présent en continu dans sa ville natale, il fait de longs séjours à Rabat durant le M20F et s'inscrit dans les réseaux de militants très actifs dans la capitale. Quand il revient de manière critique sur l'expérience du M20F, il évoque un certain nombre d'illusions que ses camarades et lui ont entretenues durant la mobilisation, notamment sur l'ancrage populaire du M20F et sur le poids politique de la « gauche » dans le mouvement d'opposition. Muncef va dans le même sens que lui quand il dit que lors du M20F, « on a cru qu'on était les plus forts, on n'a pas assez travaillé sur nous... ». Hamid continue en affirmant que son engagement « avait quelque chose de théorique » avant le M20F, qu'il consistait « à vivre de manière alternative : avoir les cheveux longs, avoir des chandails du Che [rires]... ».

Cette confrontation au terrain qui bouscule certaines de ses représentations mène Hamid à fonder l'Institut Prometheus de défense des droits humains en 2013 avec d'autres anciens du 20 Février, dont plusieurs sont issus de l'AMDH et de l'aile réformiste du « noyau dur » de Rabat du M20F. En collaboration avec des partenaires internationaux, l'association est active dans le suivi des politiques publiques et la formation aux droits humains des jeunes. Les fondateurs de l'Institut considèrent qu'il n'est plus possible de continuer à mobiliser dans la rue au-delà du premier anniversaire du mouvement et qu'il faut « revenir terre à terre » et travailler à l'enracinement des valeurs démocratiques dans la jeunesse.

Bien que critique des militants qui acceptent des financements internationaux, Nizar<sup>40</sup> partage cette ambition d'enraciner le mouvement démo-

39. Il s'agit de la tentative rapidement mise en déroute d'établir un *focos* [foyer] révolutionnaire dans la région de Khénifra par des militants du *Tanzim* [organisation], une branche radicale et révolutionnaire de l'UNFP active au début des années 1970.

40. Entretien avec Nizar (voir note 2 ci-dessus).

cratique. Pour lui, le M20F a montré qu'« il ne faut pas seulement attaquer la tête, mais tout le système, il faut changer les mentalités [...] Le *Makhzen* n'est pas que l'institution royale ou la Police, mais il est dans la tête des gens... » Dans l'après-mobilisation, il sera parmi les précurseurs de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE) créée en août 2012 en réponse à la décision du ministère de l'Éducation de hausser les seuils d'admission à l'université qui privent plusieurs étudiants de l'accès à certains programmes. Rapidement, l'UECSE élargit ses revendications pour critiquer le phénomène de la privatisation de l'éducation et ses activités remportent un vif succès, profitant de la dynamique lancée par le M20F. Cette volonté de sortir de l'affrontement de face à face avec les autorités pour travailler au changement des mentalités de la population mène l'UECSE à insister sur l'importance d'« occuper l'espace public » pour le pluraliser (Ménoret, 2014) dans la continuité des actions des gauches alternatives.

À partir de juillet 2013, les sections locales organisent des séances de « philosophie dans la rue » qui se déroulent sur des places ou dans des parcs (par exemple sur la place devant l'Institut Cervantès à Rabat ou sur la place du Grand Socco à Tanger) autour de questions qui s'inscrivent en dehors des discours généralement admis dans l'espace public (des pratiques sexuelles de la jeunesse jusqu'à la privatisation de l'éducation). Le mouvement organise aussi des *teach-in*. À Rabat, à la différence des *sit-in*, lors desquels les participants sont tournés vers le Parlement, et donc orientés vers le pouvoir politique, les participants aux *teach-in* sont assis en cercle pour discuter d'un sujet lié aux revendications du mouvement. Ce mode d'action incarne la volonté de « se détourner du *Makhzen* » pour « travailler sur soi ».

Dans le même esprit, à Casablanca, les militants du Club conscience estudiantine décideront, après la mobilisation du 20 Février, de déplacer une partie de leurs activités du campus vers l'espace public. « Continuer de travailler à la fac, ça ne sert à rien », clame Marouane. Pour lui, il faut travailler avec les jeunes enfants pour jeter les bases d'un changement politique, sinon le changement ne sera porté « que par une minorité, c'est la dictature [...] Il faut travailler à une révolution culturelle pour réussir une autre révolution ; il y a 50 ans de travail, on n'a pas les ingrédients. » Le Club organise des « heures de lecture » sur les places publiques de Casablanca pour faire la promotion de la lecture chez les jeunes, ainsi que des séances de « musiquetrottoir » où tout le monde est invité à apporter son instrument de musique ou à improviser des vers de rap.

Jusqu'en novembre 2013, les heures de lecture étaient tolérées par les autorités malgré l'ambivalence de leur statut juridique<sup>41</sup>. Toutefois, lors de la

41. Le *dahir* de 1968 relatif aux rassemblements publics prévoit l'octroi de récépissés des autorités locales pour la tenue de rassemblements à l'exception de ceux organisés par des « associations légalement constituées » à vocation artistique, culturelle ou sportive. Ne

séance du 3 novembre 2013, des fourgonnettes de policiers ceinturent la place Mohammed V à Casablanca pour empêcher l'activité de se tenir. Après deux heures de discussion et que les cupcakes cuisinés par une militante aient été partagés avec les policiers, il est convenu que les lecteurs dispersés sur la place ne formeraient pas des groupes de plus de deux personnes, afin de se conformer au *dahir* [décret royal] relatif aux rassemblements publics. Ce compromis présente un double intérêt : d'une part, permettre à l'activité d'avoir lieu et « tester les limites » (Scott, 1990 : 192) des autorités ; d'autre part, rendre visible et « politiser la contrainte » (Vairel et Zaki, 2011) induite par la loi marocaine sur les rassemblements publics avec une performance ironique.

Ce ré-échelonnage de la lutte correspond aussi à son inscription dans une temporalité plus longue. Si pendant la première année du M20F l'événement agit comme un accélérateur de temps (voir notamment Sewell, 1996 ; Kaufmann, 2002), plusieurs évoquent aujourd'hui la nécessité d'inscrire la lutte dans la durée : « il faut « travailler avec les enfants<sup>42</sup> » ou « il y a 50 ans de travail devant nous<sup>43</sup> ».

### **Les empreintes différenciées de l'événement et la poursuite de la lutte par d'autres moyens**

Le redéploiement des engagements vers les « structures de rémanence » de l'espace protestataire permet le maintien d'un engagement dans la durée malgré la fermeture de l'horizon des possibles. Les différentes micro-unités de génération engagées dans le M20F entretiennent des rapports différenciés avec les espaces sociaux contigus et les « organisations de rémanence » (*abeyance organizations*) (Taylor, 1989) qui offrent des possibilités de reconversion. Les militants politisés en amont dans les années 2000, plus âgés en 2011, entrent dans la vie professionnelle dans l'après-mobilisation et investissent notamment l'espace associatif, tandis que les plus jeunes, politisés par l'événement, sont toujours aux études et maintiennent des engagements moins institutionnalisés. Devant les partis politiques de gauche, les militants du 20 Février partagent un sentiment de frustration en raison du lent tempo

---

bénéficiant pas de ce statut et ne demandant pas d'autorisation, le Club se trouve en marge de la légalité. Par ailleurs, le *dahir* de 1958 sur les libertés publiques, amendé en 2002, prévoit l'octroi obligatoire d'un récépissé provisoire pour une association qui dépose ses statuts à la *wilaya* [préfecture] et l'obtention après une période de probation de 60 jours de son récépissé permanent qui lui permet d'exercer ses activités. Toutefois, sur le terrain, l'octroi des récépissés est interprété comme une autorisation par les autorités et les associations créées par des anciens du M20F peuvent se voir refuser cette autorisation au prétexte de « technicalités administratives » ou tarder à obtenir des récépissés permanents qui peuvent être nécessaires pour obtenir certains financements internationaux.

42. Entretien avec Marouane (voir note 6 ci-dessus).

43. Entretien avec Oussama (voir note 8).

du renouvellement générationnel de ces organisations, mais les militants politisés dans les années 2000 entretiennent tout de même une forme d'attachement (parfois plus distancié et critique) à ces partis, tandis que les plus jeunes chercheront d'autres avenues de participation.

#### *La professionnalisation de l'engagement*

La rencontre de l'« usure de la rue » et de l'ouverture sociale dont l'entrée dans la carrière professionnelle est un vecteur (Mohammed, 2012) favorisera la prise de distance d'avec le militantisme de certains individus politisés dans les années 2000 qui terminent leur parcours universitaire dans l'après-mobilisation (sur les étudiants du supérieur voir aussi Hivert, 2013). Les militants plus jeunes politisés par l'événement se tourneront vers une alternative militante moins institutionnelle, comme l'UECSE, tout en commençant ou en poursuivant leurs études universitaires. Le passage vers l'université peut aussi favoriser une distanciation avec le militantisme, notamment quand il nécessite de se déplacer à l'intérieur du Maroc ou vers l'Europe, ce qui peut nuire à l'entretien des sociabilités militantes centrales dans le maintien de l'engagement (McAdam, 1989).

Autour du premier anniversaire du mouvement, Khadija<sup>44</sup>, titulaire d'une maîtrise en communication, remet en question la pertinence de continuer à mobiliser dans la rue et participe à la fondation de l'Institut Prometheus. Depuis lors, bien qu'elle continue d'être active à l'Institut et auprès de la jeunesse du PADS, son engagement militant a perdu en intensité. Elle évoque son mariage « avec un homme un peu fou qui veut toujours voyager un peu partout » et le début de sa vie professionnelle dans une organisation non gouvernementale (ONG) allemande qui finance plusieurs associations marocaines pour expliquer cette prise de distance.

L'espace associatif qui émerge dans les années 1990 à la faveur de la pluralisation relative du régime fournit des possibilités de reconversion professionnelle aux militants dotés en capital scolaire qui peuvent y maintenir une forme d'engagement politique et rester « fidèles à eux-mêmes » (voir notamment Cheynis, 2013). Les différentes associations aux structures, ressources et projets hétérogènes permettent la mise en valeur d'expériences militantes et de réseaux, mais aussi d'un capital scolaire et d'un savoir-faire professionnel spécifiques. En retour, le monde associatif fournit aux individus des ressources qui peuvent être mobilisées dans le monde militant. Un ancien de l'USFP travaillant dans une ONG allemande souligne que ce poste lui a permis de « renforcer [sa] position » puisqu'il a le « pouvoir de décider qui aider, qui inviter aux conférences, qui il va soutenir directement, financer, aider...<sup>45</sup> ». Le secteur associatif peut contribuer à maintenir la continuité

---

44. Entretien avec Khadija (voir note 17).

45. Entretien avec un activiste associatif, Rabat, 22 novembre 2016.

du mouvement social, mais le modèle associatif peut aussi mener les acteurs à une forme de nominalisme (approche par projets dictée par les bailleurs de fonds internationaux) et à sortir de la posture protestataire (Bono, 2010).

Le faible marquage politique des militants du 20 Février permet à ceux-ci d'avoir accès à ces possibilités de reconversion professionnelle. Par exemple, nous avons évoqué qu'Hamid<sup>46</sup> occupait désormais un poste de fonctionnaire au sein du ministère de la Justice et des Libertés. Ses expériences militantes n'ont certainement pas servi à son embauche, mais son parcours témoigne de l'ouverture d'un espace de participation oppositionnelle légitime. Pour les militants marocains qui ont connu les « années de plomb », les expériences de la répression, de l'emprisonnement et de la torture marquent les corps et les esprits, et contraignent à des engagements totaux qui unifient l'expérience et ne favorisent pas les déplacements dans l'espace social (Ion, 1997 ; Vairel, 2014). L'émergence d'un espace de participation légitime à la faveur des réformes entreprises à partir du début des années 1990 ouvre donc des possibilités de reconversion aux militants politiques.

*Les partis politiques et le M20F : des reconversions qui ne prennent pas ?*

La dynamique protestataire du M20F s'avère un analyseur de la « relative autonomie » des espaces protestataire et de la politique instituée (Mathieu, 2007 ; Vairel, 2014) alors que les partis politiques (à l'exception de la gauche non gouvernementale) n'appuient pas le mouvement et que la reconversion des « jeunes du 20 Février » dans le monde partisan est un processus difficile (sur les difficultés de ces passages, voir aussi Tissot, 2005 ; Mathieu, 2011). Le tempo du renouvellement générationnel des partis politiques ne convient pas toujours aux aspirations des jeunes de 20 Février, déçus du peu d'impact de la dynamique protestataire sur les organisations qui s'avèrent moins ouvertes au sortir de la conjoncture particulière de 2011 (Taylor, 1989 : 767).

En juin 2013, Hamid quitte le PADS (il participe tout de même comme bénévole à la campagne de 2016) parce qu'il considère que « les idéaux du 20 Février » n'ont pas suffisamment marqué le parti : « C'est les mêmes pratiques, les mêmes qui ont le contrôle du parti, les gens ne suivent plus... » Un ancien militant du PSU abonde dans le même sens en évoquant sa déception quand le parti revient à ses pratiques d'avant le 20 Février : « le PSU travaillait en dehors de la logique du Mouvement du 20 février, comme si le mouvement n'avait jamais existé... [Il] était[t] au PSU lorsqu'il œuvrait avec le mouvement [...] Mais quand le mouvement a faibli, [le PSU] est redevenu un parti comme les autres. » (cité par Rachidi, 2015). Rachid et Muncef<sup>47</sup> de La Voie démocratique sont moins critiques du parti de la gauche radicale et expriment un sentiment de continuité par-delà l'événement. L'après-mobilisation apparaît

46. Entretien avec Hamid (voir notre 38).

47. Entretiens avec Rachid et Muncef (voir respectivement notes 20 et 33 ci-dessus).

pour eux comme un « retour à la normale » et ils font campagne pour le boycottage des élections en 2016, comme l'a systématiquement fait le parti depuis sa légalisation en 2004.

Le rejet des partis politiques par de nombreux anciens du 20 Février repose en partie sur la perception qu'il s'agit d'organisations politiques dépassées (référentiels idéologiques compassés, modes d'action banalisés, structures organisationnelles non démocratiques). Toutefois, ces critiques ne s'inscrivent pas seulement dans une volonté de voir sa « jeunesse » représentée dans l'organisation, mais aussi dans celle d'accélérer la transmission intergénérationnelle des postes de direction en valorisant de nouveaux savoir-faire et de nouveaux profils, et en ouvrant de nouvelles positions aux jeunes. Par exemple, après la mobilisation du 20 Février, de jeunes militants du PADS revendiquent davantage de places dans les instances du parti et sur les listes électorales.

Les militants politisés par l'événement seront nombreux à se tourner vers le PSU à la suite de la mobilisation, mais l'entrée dans le parti se fait difficilement. Pour des raisons similaires à celles des militants politisés dans les années 2000 et en l'absence d'attachement partisan préalable, ceux-ci se tournent vers d'autres avenues de participation. Nizar<sup>48</sup> se dirige vers des entreprises contre-culturelles liées aux gauches alternatives. Outre son engagement à l'UECSE, il sera près des initiatives du MALI et des collectifs artistiques créés après la première année de la mobilisation par les animateurs des comités culturels du M20F (le Festival de la résistance et des alternatives, le Guérilla Cinéma ou le Théâtre des opprimés). Quant à Oussama<sup>49</sup>, la faiblesse de l'ancrage populaire de la gauche au Maroc qui jouit d'une influence marginale dans la politique instituée le pousse à se tourner vers le Parti authenticité et modernité (PAM), dit de « l'administration », en raison de sa proximité avec le cercle rapproché du roi. Ce choix, qu'il décrit comme pragmatique, correspond à la volonté de jouer un rôle actif dans la vie politique marocaine et à la perception que l'option monarchiste représente la seule véritable alternative à moyen terme aux islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) qui forment le gouvernement au lendemain du M20F. Nizar et Oussama poursuivent aujourd'hui des études supérieures parallèlement à leurs engagements.

Face à cette relative fermeture des partis, des entreprises collectives sont créées en marge du monde partisan et sont investies par des militants de la gauche réformatrice à la recherche d'un relais institutionnel à la dynamique de la rue. Depuis sa création en 2009, le Mouvement Clarté Ambition Courage participe aux élections communales de 2015 et aux législatives de 2016 sous

---

48. Entretien avec Nizar (voir note 2).

49. Entretien avec Oussama (voir note 8).

la bannière de la Fédération de la gauche démocratique (FGD)<sup>50</sup>. Ce mouvement fondé par Omar Balafrej, ancien élu local de l'USFP, se propose de renouveler les partis perçus comme de la « vieille garde ». Autour de la candidature de ses militants dans la circonscription d'Agdal-Hay Riad à Rabat aux législatives de 2016, le mouvement suscite l'enthousiasme de plusieurs anciens du 20 Février de la gauche réformatrice. Khadija a le sentiment de voir à l'œuvre l'« esprit jeune » du 20 Février lors des activités de porte-à-porte ou des *meetings*. Les partis de gauche font face à la nécessité de se reconstruire « sur les ruines du mouvement national » et de s'adresser à une génération « qui n'a pas connu Omar Benjelloun », selon l'un des fondateurs du Mouvement Anfass démocratique, lui aussi créé pour « intégrer les forces vives du 20 Février » dans la politique partisane<sup>51</sup>.

## Conclusion

Au moment d'appréhender les conséquences d'un mouvement social, il convient d'abandonner la perspective surplombante de l'évaluation en termes d'échec ou de réussite (Chabanet et Giugni, 2010). L'observation au plus près des croisements des histoires individuelles et collectives permet d'apercevoir la complexité et la pluralité des incidences biographiques de la participation. L'essoufflement de la dynamique protestataire et la perception que l'occasion est passée font diminuer les rétributions associées à la participation, alimentent un sentiment de désillusion et favorisent la démobilisation. Mais quand l'écart avec les routines protestataires se referme, quand l'exceptionnalité de la conjoncture se résorbe, les militants ne sont plus tout à fait les mêmes qu'avant. Le 20 Février constitue un moment de « transformation relative » (Strauss, 1959 ; Sewell, 1996) des identités politiques des militants lors duquel ils forgent des liens, s'attachent au militantisme, révisent leurs façons de lutter. Toutefois, l'événement n'agit pas sur des unités indifférenciées, mais laisse des empreintes différentes selon le moment de la politisation, les familles politiques et les interactions entre les engagements militants et la vie professionnelle et personnelle.

L'épreuve du M20F a indéniablement marqué une génération de militants qui s'inscrivent dans la continuité des combats de leurs aînés, mais qui veulent aussi faire entendre leur voix dans les espaces protestataires comme dans les arènes de la politique instituée. L'héritage du 20 Février peine à se fixer : il reste un enjeu de lutte et continuera probablement à se réinventer au

50. Alliance électorale regroupant les partis de la gauche non gouvernementale (PSU, PADS et le Congrès national Ittihadi [unifié]). De son côté, La Voie démocratique ne participe pas aux élections et fait campagne pour le boycottage des scrutins électoraux.

51. Figure socialiste assassinée par des membres du Mouvement de la jeunesse islamique marocaine (MJIM) en 1975. Entretien avec un militant du Mouvement Anfass démocratique, Casablanca, 26 octobre 2016.

rythme des mouvements de ses participants et des investissements symboliques pluriels dont il sera l'objet. La désillusion qui accompagne l'essoufflement de la dynamique protestataire du M20F n'a pas condamné les militants à l'apathie ou au repli sur le privé, mais favorisé le redéploiement de la lutte et son enracinement.

## Bibliographie

- Abbott, Andrew, 2001, *Time Matters: On Theory and Method*, Chicago, University of Chicago Press.
- Agrikoliansky, Éric, 2017, « Les "carrières militantes". Portées et limites d'un concept narratif », dans Olivier Fillieule, Florence Haegel, Camille Hamidi et Vincent Tiberj (sous la dir. de), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 167-192.
- Alami M'Chichi, Houria, 2014, « Les féminismes marocains contemporains. Pluralité et nouveaux défis », *Nouvelles questions féministes*, vol. 33, n° 2, p. 65-79.
- Bardawil, Fadi, 2010, *When All this Revolution Melts into Air: The Disenchantment of Levantine Marxist Intellectuals*, thèse de doctorat en philosophie, Université de Columbia, NY.
- Bargel, Lucie, 2009, *Jeunes socialistes, jeunes UMP [Union pour un mouvement populaire]: lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz.
- Becker, Howard, 1973, *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*, New York, Free Press.
- Belghazi, Taïeb et Abdelhay Moudden, 2016, « *Ihbat*: Disillusionment and the Arab Spring in Morocco », *The Journal of North African Studies*, vol. 21, n° 1, p. 37-49.
- Benchemsi, Ahmed, 2014, « Morocco's Makhzen and the Haphazard Activists », dans Linda H. Khatib et Ellen Lust (sous la dir. de), *Taking to the Streets: The Transformation of the Arab Activism*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 199-235.
- Bennafla, Karine et Haoues Seniguer, 2011, « Le Maroc à l'épreuve du printemps arabe: une contestation désamorcée? », *Outre-Terre*, vol. 2, n° 29, p. 143-158.
- Bennani-Chraïbi, Mounia, 2008, « "Hommes d'affaires" versus "profs de fac". La notabilisation parlementaire d'un parti de militants au Maroc », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, n° 2, p. 205-219.
- Bennani-Chraïbi, Mounia et Mohamed Jekhllaly, 2012, « La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, p. 867-894.
- Bessin, Marc, Claire Bidart et Michel Grossetti (sous la dir. de), 2009, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte.
- Bono, Irene, 2010, « L'activisme associatif comme marché du travail. Normalisation sociale et politique par les "Activités génératrices de revenus" à El Hajeb », *Politique africaine*, vol. 4, n° 120, p. 25-44.
- Burgat, François, 1988, *L'islamisme au Maghreb: la voix du Sud*, Paris, Karthala.
- Catusse, Myriam et Frédéric Vairel, 2010, « Question sociale et développement: les territoires de l'action publique et de la contestation au Maroc », *Politique africaine*, vol. 120, n° 4, p. 5-23.
- Chabanet, Didier et Marco Giugni, 2010, « Les conséquences des mouvements sociaux », dans Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (sous la



- dir. de), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, p. 145-161.
- Cheyneis, Éric, 2005, « L'altermondialisme au prisme marocain », *Critique internationale*, vol. 2, n° 27, p. 177-191.
- Cheyneis, Éric, 2013, « Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains. Ruptures, continuités et fidélités à soi », *Politix*, vol. 102, n° 2, p. 147-173.
- Dalmasso, Emmanuela, 2012, « Surfing the Democratic Tsunami in Morocco: Apolitical Society and the Reconfiguration of a Sustainable Authoritarian Regime », *Mediterranean Politics*, vol. 17, no 2, p. 217-232.
- Darmon, Muriel, 2003, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte.
- Deeb, Lara, 2007, *An Enchanted Modern. Gender and Public Piety in Shi'i Lebanon*, Princeton, Princeton University Press.
- Desrués, Thierry, 2012, « Moroccan Youth and the Forming of a New Generation: Social Change, Collective Action and Political Activism », *Mediterranean Politics*, vol. 17, n° 1, p. 23-40.
- Desrués, Thierry et Saïd Kirhlani, 2013, « Activism under Authoritarianism: Young Political Militants in Meknes », *The Journal of North African Studies*, vol. 25, n° 18, p. 753-767.
- Diani, Mario, 2003, « "Leaders" or Brokers? Positions and Influence in Social Movement Networks », dans Mario Diani et Doug McAdam (sous la dir. de), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, New York, Oxford University Press, p. 105-122.
- Dobry, Michel, 2012 [1986], *Sociologie des crises politiques: la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Eliasoph, Nina et Paul Lichterman, 2003, « Culture in Interaction », *American Journal of Sociology*, vol. 108, n° 4, p. 735-794.
- Ethuin, Nathalie, 2003, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF [Parti communiste français] (1970-1990) », *Politix*, vol. 63, n° 16, p. 145-168.
- Favre, Pierre, 1990, « Introduction. Manifester en France aujourd'hui », dans Pierre Favre (sous la dir. de), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 11-68.
- Ferrié, Jean-Noël et Baudouin Dupret, 2011, « La nouvelle architecture constitutionnelle et les trois désamorçages de la vie politique marocaine », *Confluences Méditerranée*, vol. 78, n° 3, p. 25-34.
- Fillieule, Olivier, 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, p. 199-215.
- Fillieule, Olivier, 2005, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », dans Olivier Fillieule (sous la dir. de), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p. 17-48.
- Fillieule, Olivier, Sophie Béroud, Camille Masclat et Isabelle Sommier (sous la dir. de), 2018, *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Paris, Actes Sud.
- Freeman, Joe, 1972, « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 17, p. 151-164.
- Gamson, William A., 1991, « Commitment and Agency in Social Movements », *Sociological Forum*, vol. 6, n° 1, p. 27-50.
- Gobille, Boris, 2005, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 68. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 3, n° 158, p. 30-61.

- Guillaume, Cécile, 2007, « Le syndicalisme à l'épreuve de la féminisation. La permanence "paradoxe" du plafond de verre à la CFDT [Confédération française démocratique du travail] », *Politix*, vol. 78, n° 2, p. 39-63.
- Hirschman, Albert O., 1982, *Shifting Involvements. Private Interests and Public Actions*, Princeton, Princeton University Press.
- Hivert, Joseph, 2013, « Se désengager du mouvement du "20 février" : Le cas des étudiants du supérieur de la coordination de Rabat », *European Journal of Turkish Studies*, vol. 17, p. 1-29.
- Hivert, Joseph, 2015, « Les rapports entre générations dans le mouvement du 20 février », dans Baudouin Dupret, Zakaria Rhani, Assia Boutaleb et Jean-Noël Ferrié (sous la dir. de), *Le Maroc au présent: d'une époque à l'autre, une société en mutation*, Casablanca, Centre Jacques Berque, Fondation du roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les études islamiques et les sciences humaines, p. 671-680.
- Hmed, Choukri, 2012, « Réseaux dormants, contingence et structures. Genèse de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, p. 797-820.
- Hoffman, Anja et Christoph König, 2013, « Scratching the Democratic Façade : Framing Strategies of the 20 February Movement », *Mediterranean Politics*, vol. 18, n° 1, p. 1-22.
- Hughes, Everett, 1958, *Men and their Work*, Glencoe, Free Press.
- Ihl, Olivier, 2002, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2, p. 125-144.
- Ion, Jacques, 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'atelier, Éditions ouvrières.
- Jasper, James, 1997, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press.
- Kaufmann, Jean-Claude, 2002, *Premier matin. Comment naît une histoire d'amour*, Paris, Armand Colin.
- Kurzman, Charles, 1996, « Structural Opportunity and Perceived Opportunity in Social-Movement Theory: The Iranian Revolution of 1979 », *American Sociological Review*, vol. 61, n° 1, p. 153-170.
- Leclercq, Catherine et Julie Pagis, 2011, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, vol. 4, n° 84, p. 5-23.
- Mannheim, Karl, 1990 [1928], *Le problème des générations* [trad. de l'allemand par Gérard Mauger et Nia Perivolaropoulou], Paris, Nathan.
- Mathieu, Lilian, 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, p. 75-100.
- Mathieu, Lilian, 2007, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 77, n° 1, p. 131-151.
- Mathieu, Lilian, 2011, « S'engager dans un parti et/ou un mouvement social : tensions et reconversions militantes », dans Simon Luck et Stéphanie Dechezelles (sous la dir. de), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 149-162.
- McAdam, Doug A., 1989, « The Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, p. 744-760.
- Ménoret, Pascal, 2014, *Royaume d'asphalte. Jeunesse saoudienne en révolte*, Paris, La Découverte.
- Mizruchi, Ephraïm, 1983, *Regulating Society: Marginality and Social Control in Historical Perspective*, New York, Free Press.

- Mohammed, Marwan, 2012, « Schémas de sortie de bande : de l'usure de la rue à l'ouverture sociale », dans Marwan Mohammed (sous la dir. de), *Les sorties de délinquance. Théories, méthodes, enquêtes*, Paris, La Découverte, p. 182-209.
- Naïmi, Mohamed, 2015, « La participation entre sphère instituée et espace non institué dans le sillage des "Printemps arabes" : Cas des mobilisations au Maroc », dans Groupe d'intérêt scientifique, Démocratie et Participation, *Actes des 4<sup>es</sup> journées doctorales sur la participation et la démocratie participative*, Lille, 13 et 14 novembre 2015.
- Naïmi, Mohamed, 2018, « L'évolution de l'action collective au Maroc depuis 2011 : du politique au social », dans Abdellah Saaf (sous la dir. de), *Mutations politiques comparées au Maghreb et au Machrek sept ans après le printemps arabe*, Rabat, OCP [Office chérifien des phosphates] Policy Center, p. 17-44.
- Pagis, Julie, 2014, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire : Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Pleyers, Geoffrey et Brieg Capitaine (sous la dir. de), 2016, *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Maison des sciences de l'homme.
- Rachidi, Ilhem, 2015, « Où va la gauche marocaine? », *Middle East Eye*, mis en ligne le 11 septembre 2015, consulté sur Internet (<http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/o-va-la-gauche-marocaine-144228833>) le 15 avril 2017.
- Roux, Patricia, Céline Perrin, Gaël Pannatier et Valérie Cossy, 2005, « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat », *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, n° 3, p. 4-16.
- Salime, Zakia, 2012, « A New Feminism? Gender Dynamics in Morocco's February 20<sup>th</sup> Movement », *Journal of International Women's Studies*, vol. 13, n° 5, p. 101-114.
- Scott, James C., 1990, *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- Sewell, William H., 1996, « Historical Events as Transformations of Structures: Inventing Revolution at the Bastille », *Theory and Society*, vol. 25, n° 6, p. 864-871.
- Smaoui, Sélim et Mohamed Wazif, 2013, « Étendard de lutte ou pavillon de complaisance? S'engager sous la bannière du "mouvement du 20 février" à Casablanca », dans Thomas Pierret et Amin Allal (sous la dir. de), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, p. 41-66.
- Sommier, Isabelle, 2018, « Les gauches alternatives vues de province », dans Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Mascret et Isabelle Sommier (sous la dir. de), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Paris, Actes Sud, p. 321-357.
- Strauss, Anselm L., 1959, *Mirrors and Masks: The Search for Identity*, Glencoe, Free Press.
- Taylor, Verta, 1989, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, p. 761-775.
- Tissot, Sylvie, 2005, « Les reconversions militantes », dans Sylvie Tissot, Christophe Gaubert et Marie-Hélène Lechien (sous la dir. de), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, p. 9-17.
- Tozy, Mohamed, 1999, *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Vairel, Frédéric, 2014, *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Vairel, Frédéric et Lamia Zaki, 2011, « Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte: outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc », *Critique internationale*, vol. 50, n° 1, p. 91-108.

- Van Dyke, Nella, Doug A. McAdam et Brenda Wilhelm, 2000, « Gendered Outcomes: Gender Differences in the Biographical Consequences of Activism », *Mobilization*, vol. 5, n° 2, p. 161-177.
- Whittier, Nancy, 1997, « Political Generations, Micro-cohorts, and the Transformation of Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 62, n° 5, p. 760-778.
- Yon, Karel, 2005, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI [Alliance de jeunes pour le socialisme – Organisation communiste internationaliste] », *Politix*, vol. 70, n° 2, p. 137-167.